

Le Sommet qui s'amorce, comme les deux autres qui l'ont précédé, est l'instrument que nous nous sommes donné, en tant que représentants démocratiquement élus, pour répondre à l'appel de nos citoyens. Et je suis fermement convaincu qu'il s'agit d'un instrument privilégié pour y arriver.

Mes chers amis, la démocratie et l'intégration économique sont les mots clés de ce Sommet. Si vous le voulez bien, je vous parlerai d'abord d'intégration économique.

Comme toutes nos initiatives, la création d'une zone de libre-échange n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Un outil de croissance qui nous permettra de favoriser des relations économiques plus étroites et plus dynamiques entre nos pays des Amériques. À terme, elle assurera un niveau de vie plus élevé et une meilleure qualité de vie à nos citoyens dans l'hémisphère.

Et nous pouvons tous comprendre le désir qu'éprouvent nos citoyens d'être informés de nos démarches. Non seulement c'est normal, mais je pense que c'est également sain pour la démocratie. C'est pourquoi nous avons collectivement décidé, il y a deux semaines, de rendre publics l'ébauche des documents de négociation de la zone de libre-échange. Je suis convaincu que ce geste permettra de corriger bien des malentendus et de réfuter les critiques mal fondées envers un processus dont le seul objectif est d'améliorer la qualité de vie des citoyens. De tous les citoyens.

L'intégration économique n'est toutefois qu'un pilier de notre édifice hémisphérique. Après tout, la prospérité ne veut rien dire si les citoyens ne sont pas libres, égaux devant la loi et capables de tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux.

Cette conviction trouve son écho dans nos priorités.

Depuis le début, nous mettons de l'avant un plan d'action global qui comprend une coopération accrue pour réduire la pauvreté, protéger l'environnement, favoriser l'adoption de normes du travail et encourager la responsabilité sociale des entreprises. Nous travaillons ensemble pour renforcer la démocratie, améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé, favoriser l'égalité des sexes, la diversité culturelle et le dialogue avec les Premières nations.

D'ailleurs, les dirigeants des quelque 40 millions d'Autochtones qui habitent notre hémisphère ont tenu deux rencontres historiques — d'abord au Guatemala, puis à Ottawa, le mois dernier lors du Sommet des peuples autochtones des Amériques — pour trouver des solutions aux défis qui leur sont propres. Et nous devons porter une attention particulière à leurs préoccupations.

Il ne fait aucun doute que nos champs d'action sont multiples. Mais ils se conjuguent pour former une stratégie cohérente, globale et équilibrée pour renforcer l'autonomie de tous nos citoyens — particulièrement de ceux qui ont souvent été défavorisés dans nos sociétés, notamment des femmes, des jeunes, des aînés et des personnes handicapées.

Aux yeux du Canada, cela signifie des mesures pour réduire sans tarder les écarts créés par la révolution informationnelle. Les nouvelles technologies des communications donnent accès à tous les pays des Amériques aux outils qui servent à véhiculer les con-